

<http://lipietz.net/L-adoption-du-PLFSS-2016-premieres-lecons>

L'adoption du PLFSS 2026 : premières leçons

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: lundi 15 décembre 2025

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

L'adoption presque miraculeuse du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2026, grâce à des compromis dont le plus spectaculaire est la suspension de la Loi retraite de E. Borne, n'est pas seulement le fruit de l'habileté tactique de S. Lecornu, du PS, et finalement des écologistes. Il est aussi le résultat d'une pression populaire maintenue jusqu'au-delà des vacances d'été : la société n'a pas « lâché le morceau » sur les retraites. Cependant, comme le reconnaissait la dirigeante de la CGT à l'issue d'une journée de mobilisation intersyndicale très réussie, la balle était désormais dans le camp des parlementaires. Voyons comment ils s'y sont pris.

Pour lire mon article, cliquez ici :

<http://lipietz.net/local/cache-vignettes/L64xH64/docx-a6e7c.svg>

PS:

A la demande des premiers lecteurs/trices, je précise ma dernière phrase. Je pense en effet que la gauche, même divisée, peut être au second tour (soit Mélenchon, soit la gauche non-LFIste), car le macronisme s'est effondré. Mais le but est de gagner ce second tour. Pour cela il faut unir jusqu'aux deux bouts : en même temps la frange entre PS et Modem, et l'électorat de LFI, contre le RN (sans doute Bardella). Ce qui suppose, DÈS AUJOURD'HUI, de ne taper ni sur les uns ni sur les autres. Or Mélenchon et Glucksmann passent leur temps à se taper dessus, en termes insultants pour leur électeurs respectifs ("sociaux-traitres" contre "antisémites"....)

En 1981, Marchais tapait sur Mitterrand mais Mitterrand ne lui répondait pas. Il a ainsi battu Marchais au premier tour, et remporté le second tour avec les voix des électeurs communistes.

Autre remarque d'une lectrice : dans le paragraphe "mobilisation de la société civile à la rentrée", on peut aussi signaler l'immense succès de la pétition contre la loi D'aplob, qui a conduit le Conseil d'Etat à censurer l'autorisation de pesticides dangereux.